

SOUPCONS CONTRE LE CENTRE CULTUREL ISLAMIQUE

# "Islam et terrorisme sont incompatibles"



Servet Ocktan, vice-président du comité du Centre culturel islamique.

(photo: Raymond Klein)

**La mosquée de Mamer, un nid de terroristes? Nous avons rencontré un des responsables pour passer en revue les affirmations du Jeudi et parler de son entendement de l'islam.**

(RK) - "Bonjour, Här Klein, wéi geet et?" Servet Ocktan, vice-président du comité du Centre culturel islamique, parle un luxembourgeois parfait. Normal, puisqu'il est arrivé tout jeune en 1964 et a fait sa scolarité ici. Pourtant je me surprends à être surpris: s'entretenir dans une langue aussi familière avec le représentant d'une religion qui nous paraît aussi étrangère ...

La maison qui abrite le Centre culturel islamique du Luxembourg (CCIL) est anodine, tout comme la pièce dans laquelle l'entretien a lieu. Seul le fait qu'on me demande d'enlever mes chaussures rappelle qu'il s'agit d'une mosquée. "La première fonction du Centre est l'organisation du culte. Il y a aussi les activités culturelles et scolaires, mais les activités politiques sont formellement exclues." Servet Ocktan insiste sur l'indépendance du CCIL, qui est financé exclusivement par les contributions de ses 1.500 membres, la plupart réfugiés d'ex-Yougoslavie.

A-t-on fêté l'anniversaire du 11 septembre à la mosquée de Mamer? "Nous avons été surpris et révoltés que le Jeudi, journal apprécié par les membres de la

communauté, sorte cette histoire de fête. Il n'y a rien eu ce jour-là", affirme le vice-président du CCIL. Comment peut-il en être sûr? "C'était un jour ouvrable. On n'a pas le temps de fêter en semaine. Et puis, très peu de personnes ont les clés de la mosquée, une telle réunion n'aurait pas pu avoir lieu à notre insu."

## Islam et violence

Ces attentats contre les Etats-Unis ont pourtant donné lieu à des sentiments ambigus, parmi les musulmans et ailleurs ... Servet Ocktan secoue la tête: "Tout de suite après le 11 septembre, l'imam a dit très clairement qu'islam et terrorisme sont incompatibles. Le Coran interdit de tuer des innocents. Cela a été le message vers l'extérieur et à l'intérieur de la communauté. D'ailleurs un tiers des victimes du 11 septembre étaient d'origine musulmane."

Et en Palestine, les attentats sont-ils une sorte de légitime défense? "Nous sommes contre les attentats-suicides, même dans une situation d'occupation étrangère." Servet Ocktan ajoute: "Nous sommes très touchés par ce conflit, par les nombreuses injustices et violences à l'égard des Palestiniens. En même temps nous désapprouvons de faire exploser un bus avec des Israéliens ou même des colons. C'est une spirale infernale." Il explique que la devise de l'islam n'est pas "Oeil pour oeil". Que le mieux, c'est de pouvoir pardonner, et que la solution au conflit israélo-palestinien passe aussi par là.

Servet Ocktan pense qu'il faut une politique de justice, il met son espoir dans une solution diplomatique - aboutissant à une paix juste. "Mais ce n'est pas le rôle du Centre de s'engager politiquement. Des membres de la communauté s'impliquent, par exemple pour la manif de samedi dernier, mais c'est sur une base individuelle.

On associe souvent islam et violence. Le christianisme exige - du moins en théorie - la non-violence absolue. Qu'en est-il dans l'islam? "L'islam ne demande pas de 'tendre l'autre joue'", concède Servet Ocktan. "Nous avons le droit de nous défendre, mais la vertu plus grande est du côté du pardon." Il me fait remarquer que le principe qu'à un délit ou un crime, il faut une punition, n'est pas propre à l'islam. C'est celui des codes de loi occidentaux. "Comme nous vivons ici et bénéficions de la liberté de

culte, nous sommes tenus à respecter ces lois."

Pourtant le Jeudi cite des cas de musulmans ayant possédé ou utilisé des armes illégales. De quelle nature étaient leurs liens avec le Centre? "Il ne s'agissait certainement pas de membres du Comité. Ce que je sais, c'est qu'une de ces personnes venait prier ici." Le vice-président du CCIL se justifie: "Nous ne contrôlons pas ce que font nos adhérents en privé. Dans nos sermons, nous encourageons les gens de se conformer aux lois luxembourgeoises." "Nous n'organisons pas d'activités terroristes ici", ajoute-t-il, légèrement énervé.

Et qu'en est-il des fax en provenance du Centre, invitant des personnes à se faire embaucher chez Cargolux? Servet Ocktan assure que le Comité a essayé de trouver un tel fax, sans succès. "S'il y avait eu de tels fax, ils seraient liés au fait que nous aidons à placer des personnes, mais jamais avec l'intention de favoriser des attentats. Je dois dire que les principales sociétés embauchant des réfugiés sont celles qui, comme Cargolux, ont à pourvoir des emplois du bas de l'échelle."

## Rien à cacher

Si les affirmations du Jeudi sont fausses, comment la communauté de Mamer ressent-elle le fait d'être surveillée, comme l'a confirmé Jean-Claude Juncker? Je suis surpris par la réaction de mon interlocuteur: "Nous nous réjouissons d'apprendre que nous sommes surveillés. Cela signifie que le Service de renseignement sait quelles sont nos activités. S'il y a des activités douteuses nous avons intérêt à en être informés afin de pouvoir exclure les personnes en cause. Car les torts d'un individu rejettent sur toute notre communauté. Mais d'après ce que nous savons, il n'y a pas de telles personnes parmi nous."

Servet Ocktan m'informe que le CCIL a adressé une lettre aux ministres de l'Intérieur et de la Justice, demandant qu'ils lèvent tout doute résiduel concernant le Centre. "Quels sont les 50 pour cent d'informations du Jeudi dont M. Juncker affirme qu'elles sont vraies?" Est-ce que le fait que justement votre Centre est surveillé ne constitue pas déjà un jugement en soi? "Evidemment, cela crée un malaise que nous soyons ainsi pointés du doigt." Mais Servet Ocktan dit comprendre une telle mesure à la suite du 11 septembre. A condition que le secret et la vie privée des gens soient respectés. "Et puis, si nous nous y opposions, les gens croiraient que nous avons quelque chose à cacher", ajoute-t-il.

commentaire

## Nur mit Konzept

**Ein Ausbau der Universität sollte wohl überlegt sein - in alle Richtungen.**

Die Idee klingt gut: Mit einer eigenen Universität will Luxemburg Standortvorteile ausbauen und mehrsprachigen Nachwuchs ausbilden. Das Jahrzehnte alte Projekt nimmt allmählich Gestalt an, universitäre und ministeriale Arbeitsgruppen diskutieren das Wo, Wann und Wie. Ebenfalls debattiert wird die Frage der Mehrsprachigkeit. Welche Sprache an der Hochschule gesprochen, gelehrt und verwendet werden soll, ist noch nicht entschieden. Diese Entscheidung sollte nicht übers Knie gebrochen werden. Das hat der Vortrag von Michael Langner von der bilingualen Universität Freiburg in der Schweiz, den dieser am vergangenen Dienstag im Rahmen der Konferenzreihe "Für und Wider einer mehrsprachigen Universität" gehalten hat, sehr deutlich gemacht. Es reicht nicht aus - und darüber wird noch viel zu wenig öffentlich diskutiert - einfach nur Lehrveranstaltungen in Deutsch und Französisch und eventuell auch Englisch anzubieten. Wer eine mehrsprachige Uni will, an der auch ausländische StudentInnen gerne und effizient lernen, braucht ein kohärentes Sprachenkonzept. Mehrsprachige Abschlüsse, Rekrutierungsverfahren mit Fokus auf Sprachkenntnissen, ein gut ausgestattetes Sprachzentrum, alle diese Faktoren müssen sich zu einem schlüssigen Gesamtprofil verbinden. Insbesondere jedoch darf, und das ist leider oft der Fall, die fachliche Qualität dabei nicht vergessen werden. Wer heutzutage auf dem oberen Bildungsmarkt mitmischen will, braucht eine erstklassige Lehre und Forschung. Und die gibt es nicht ausserhalb. Damit die Universität überhaupt dauerhaft funktionieren kann und attraktiv für ausländische Gäste wird, braucht es zudem adäquate externe Infrastrukturen. Ein Blick auf den Wohnungsmarkt und ins Ausländerrecht reicht aus um zu erkennen, dass hier erhebliche Defizite und Inkohärenzen bestehen. So lange beispielsweise ausländische Studierende aus Nicht-EU-Staaten, wie es aktuell bei uns der Fall ist, aufgrund der großen Wohnungsnot um ihr Aufenthaltsrecht bangen müssen, bleibt die Diskussion um einen Ausbau der Universität gefährlich eindimensional. Wer qualifizierten Nachwuchs will, muss auch Sorge dafür tragen, dass dieser ein Dach über den Kopf hat und - juristisch abgesichert - hier sein kann. Der Dozent aus Freiburg hat also doppelt Recht: Es braucht realistische Konzepte für die Uni - und um die Uni herum.

Ines Kurschat ist Redakteurin der woxx.

## Lektüre als Strafe



Der Schatten des Dichters ist lang: Einen Monat ist es her, dass woxx-RedaktionsmitgliederInnen ihre Meinungen über das Gastspiel von Martin Walser in Luxemburg mit einer Flugblattaktion vor dem Kapuzinertheater kundtaten. Das führte zu unangenehmen Nachwirkungen für einen ihrer KollegInnen. Dieser bekam doch glatt von seinem Vater ein Exemplar des umstrittenen Walser-Machwerks "Tod eines Kritikers" geschenkt, um sich einmal in stillen Stunden dem Bodensee-Literaten zu nähern. Schließlich sei ja auch im Fernsehen darüber berichtet worden. Dabei soll das Buch nicht nur voller antisemitischer Klischees, sondern laut Kritikermeinung auch noch die literarische Qualität betreffend eher aus der unteren Schublade sein. Kollege X schweigt sich derweil darüber aus, ob er bereits mit dem Lesen begonnen hat. Zumindest hat man noch keine Schmerzensschreie aus seinem Zimmer gehört. Walser strikes back - but woxx resists.